wecf
France

Comprendre la crise et agir avec les Objectifs de Développement Durable

Juillet 2020

Sommaire

Introduction p. 3

Assurer l'égalité de genre pour un monde juste, durable et équitable p. 6

Crise de la Covid-19 et santé-environnement : vers des nouveaux modèles de sociétés plus équilibrés ? p. 9

Agriculture et alimentation : garantir la sécurité alimentaire des territoires p. 12

Contact presse :
Maëva Bréau – Responsable de projets et plaidoyer Genre
E-mail : Maeva.breau@wecf.eu
Tél. : 0033 (0)450 83 48 16

Coordination :
Maëva Bréau, Malika Berkaine, Léah Khayat
Rédaction :
Maëva Bréau, Dr. Anthony Fardet, Léah Khayat, Véronique Moreira, Elisabeth Ruffinengo

Graphisme et impression :
Uberti-Jourdan
Photo couverture :
Photo Habib Dadkhah - Unsplash

PEFC 10-31-1843 / Certifié PEFC / pefc-france.org

wecf France

Ce rapport « Comprendre la Crise et agir avec les Objectifs de Développement Durable » **s'intègre dans les activités du programme européen** « Make Europe Sustainable for All » (Construire une Europe durable pour toutes et tous) dont fait partie Wecf France. Ce programme est coordonné par le Bureau Européen de l'Environnement (EEB) et rassemble 25 partenaires européens issus de 14 pays. Etabli sur trois ans, ce projet vise à sensibiliser le grand public, les décideurs politiques, la société civile et les médias aux Objectifs de Développement Durable dans l'optique de l'Agenda 2030.

Ce programme se donne pour objectif de promouvoir une mise en œuvre ambitieuse de l'Agenda 2030 par et dans l'Union Européenne, en sensibilisant davantage les citoyens de l'UE et les décideurs politiques quant à leurs rôles et responsabilités pour œuvrer en faveur d'un avenir durable.

MAKE EUROPE SUSTAINABLE FOR ALL

Ce document a été produit avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Wecf France et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.

Introduction

L'année 2020 restera dans l'histoire comme l'année de l'enchaînement de crises d'une gravité sans précédent. Une crise sanitaire, circonscrite localement à la Chine avant de s'étendre au monde entier, se mutant en crise politique, économique et sociale tout en remettant en cause de nombreux dogmes de notre économie néolibérale mondialisée. Subitement, l'inconcevable a eu lieu : fermeture des frontières, confinement de centaines de millions de personnes à travers le monde (au plus fort de la crise en mars, 3,4 milliards de personnes étaient appelées à rester chez elle), arrêt complet de pans entiers de l'économie.
Mais les crises sont également l'occasion de nouvelles politiques pour transformer nos sociétés vers un modèle plus durable, équitable et sain. L'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de Développement Durable nous offrent ce cadre d'action.

La pandémie du coronavirus, révélatrice des faiblesses intrinsèques de nos systèmes

Au niveau politique, la pandémie a révélé la dangerosité des dirigeants populistes, qui ont nié ou minoré la crise, retardant ou empêchant la mise en œuvre de mesures sanitaires et mettant ainsi en danger les vies des citoyen.nes. Ainsi, en juillet 2020, si l'épidémie est pour l'instant déclarée sous contrôle en Europe, le taux de contamination continue de s'envoler dans certains pays, tels que les Etats-Unis ou le Brésil, faisant craindre une véritable catastrophe sanitaire.
La mise en place de régimes juridiques d'exception et la gestion sécuritaire de la santé publique dans certains pays ont ébranlé nos principes démocratiques, avec dans certains pays, des réductions drastiques des libertés publiques, des répressions des opposant.es ou encore un recours accru à la surveillance, au contrôle et au fichage des citoyen.nes, sous prétexte de lutte contre l'épidémie.
Du fait de la mondialisation et de l'interdépendance des économies, les capacités nationales de production ont été fortement impactées notamment dans des secteurs industriels clés tels que les secteurs agricole et alimentaire (avec l'impossibilité de recourir à la main-d'œuvre étrangère habituelle, l'arrêt des importations etc.) ou encore pharmaceutiques (manque de masques, tests, médicaments). Malgré la forte intervention

des États pour maintenir à flot les économies et les mesures de soutien à l'emploi, la récession et la crise sociale semblent inévitables. Le nombre de chômeur.euses a augmenté de façon exponentielle, faisant craindre par ricochet une forte hausse de la précarité.

L'épidémie a mis en lumière les inégalités sociales. Les populations les plus précaires et les classes populaires ont été les premières victimes du coronavirus bien qu'elles soient celles qui occupent les métiers, symboliquement et financièrement peu valorisés, qui se sont révélés indispensables pour continuer à faire tourner notre pays (femmes de ménages, livreur.euses, caissièr.es, personnels hospitaliers etc.). Les manifestations contre le racisme qui ont eu lieu dans le sillon de l'épidémie peuvent également être analysées sous cet angle : après avoir payé un lourd tribut au coronavirus, la demande de justice de la part de minorités souvent discriminées est devenue de plus en plus forte.

Enfin, si la pandémie de la Covid-19, dont les causes suspectées sont liées à la destruction des écosystèmes, à la mondialisation et à la structure même du capitalisme, a pour un temps limité les émissions mondiales de dioxyde de carbone grâce à l'arrêt de nombreuses activités humaines, cela n'a pas pour autant orienté la courbe du réchauffement climatique.

L'espoir et la nécessité d'une transition vers une société plus durable et solidaire

Cette crise sans précédent, et qui est toujours en cours, a néanmoins permis d'ouvrir le débat sur un potentiel « monde d'après ». Subitement, l'importance voire même la nécessité de l'action publique et la primordialité des moyens d'existence, tels que la santé, l'alimentation, le logement et l'environnement, ont été confirmées.

De même, le multilatéralisme et la coopération internationale ont été réaffirmés: que ce soit pour freiner la pandémie ou les émissions de gaz à effet de serre, les efforts ne peuvent être couronnés de succès que s'ils se font en partenariat entre l'ensemble des pays de la planète.

L'urgence climatique est devenue plus palpable et la prise en compte de cet enjeu a trouvé sa concrétisation dans les résultats des élections municipales qui ont, malgré une très forte et inquiétante abstention, entériné la demande d'une grande partie de la population de voir l'écologie totalement associée à la politique.

C'est aussi ce qui transparait du sondage mené par Harris Interactive pour Wecf France et l'association 4D sur les Français.es et les Objectifs de Développement Durable, paru le 3 juillet 2020.

Un cadre d'action existe, adopté à l'unanimité des Etats du monde en Septembre 2015 lors de l'Assemblée Générale des Nations Unis : l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de Développement Durable, agrémentés d'une centaine d'indicateurs et de cibles

Plus d'un tiers d'entre eux/elles ont ainsi adapté leurs comportements du fait du confinement dans une optique plus durable. Ils/elles sont prêt.es à continuer dans ce sens et souhaitent également que tous les acteurs (privés, institutionnels ou publics) s'engagent vers une société plus durable tout en soulignant l'importance des comportements individuels pour transformer nos sociétés.

Hasard du calendrier, la Convention Citoyenne sur le Climat rendait également ses travaux : 149 propositions formulées dans la foulée du déconfinement, après 9 mois de travail, avec pour objectif la réduction des émissions de gaz à effet de serre par la France de 40 % d'ici 2030 dans un esprit de justice sociale. Cette expérience inédite a prouvé que des citoyen.nes doivent et peuvent être informé.es afin de débattre de sujets techniques et proposer des actions concrètes et prêtes à être mises en œuvre.

Mais ces évolutions, attestant de la prise de conscience de l'urgence climatique de plus en plus forte de la part de la population française, ne seront pas suffisantes si l'aspect social n'est pas pris en compte. Justice environnementale et justice sociale doivent être étroitement associées aux plans de relance économique pour mettre en place une société dans laquelle chacun.e puisse vivre dignement en respectant les équilibres environnementaux.

L'Agenda 2030 et les Objectifs de Développement Durable

Pour répondre à tous ces défis, un cadre d'action existe, adopté à l'unanimité des États du monde entier en Septembre 2015 lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies : l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de Développement Durable, agrémentés d'une centaine d'indicateurs et de cibles.

Relativement méconnus de la population française, seuls 15 % des Français.es affirment les connaître précisément d'après un sondage HARRIS-Association 4D-Wecf France, paru le 3 juillet 2020, ils sont pourtant une boussole de valeurs permettant d'associer politiques sociales et environnementales à la dimension économique, prônant ainsi une croissance inclusive, redistributive et durable.

Ces ODD sont universels, indivisibles et transversaux, on ne peut agir sur l'un sans penser aux impacts potentiels sur un autre, reflétant ainsi leur potentiel transformateur face à la complexité de notre monde. Ils s'attachent à ne laisser personne de côté et lient prospérité économique, bien-être des populations et sauvegarde de l'environnement. La feuille de route des ODD met en exergue les partenariats, et incite au renforcement des capacités des autorités nationales et infranationales, de la société civile, du secteur privé, des peuples autochtones et des communautés locales.

Nous vous proposons donc 3 expertises sur les thématiques phares de Wecf France: le genre, la santé-environnement et l'agriculture et l'alimentation durables, afin d'apporter des clés de compréhension sur l'intérêt de la boussole ODD dans les réponses aux défis actuels. Ces contributions s'imbriquent les unes aux autres, preuve s'il en faut encore, des interactions entre chaque domaine et de l'impossibilité d'agir en silo pour une transition durable.

Assurer l'égalité de genre pour un monde juste, durable et équitable

Le changement climatique est en cours, la concentration de CO_2 dans l'atmosphère a atteint un niveau inégalé, la santé des écosystèmes se dégrade à une vitesse vertigineuse. Ces catastrophes et leurs effets domino menacent directement nos moyens de subsistance, notre sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier. Il est désormais de notoriété publique que les atteintes de l'homme à la biodiversité favorisent l'émergence de nouveaux virus, et cela a sûrement été à l'origine de la pandémie de la Covid-19.

Genre et climat : les femmes parmi les personnes les plus affectées

Les femmes sont disproportionnellement affectées par ces crises cumulées, en raison des rôles sociaux qui leur sont attribués : corvées quotidiennes, préparation des repas, approvisionnement de l'eau et de l'énergie, et ces tâches sont alourdies par la déforestation, les sécheresses et la désertification. Les fonctions économiques qu'elles assurent, notamment dans l'agriculture et le maraîchage, sont en particulier menacées par les dégradations environnementales, ce qui renforce leur précarité économique et alimentaire.

> Les femmes sont disproportionnellement affectées par ces crises cumulées

En outre, comme l'indique la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) dans sa synthèse de 2010 « Genre et droit à la terre », moins de 20 % des propriétaires de parcelles agricoles à travers le monde sont des femmes. La situation est particulièrement dramatique en Afrique occidentale, centrale et du Nord ainsi qu'au Proche-Orient où moins de 10 % des propriétaires sont des femmes. Dépendantes des hommes pour leur travail agricole, les femmes ne bénéficient pas de filets protecteurs d'assurances ou de crédits propres.

En cas de catastrophes climatiques, elles ont moins accès aux systèmes d'alerte et d'information en raison de leur faible accès à l'éducation et à l'apprentissage des langues nationales ainsi que de leur cantonnement dans la sphère privée,

accentuant encore leur vulnérabilité aux chocs. Selon une étude de 2009 du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), elles sont ainsi 14 fois plus touchées que les hommes en cas de catastrophe environnementale.

Genre et crise Covid : une mise en lumière des violences et discriminations ordinaires faites aux femmes

La crise, en miroir aux phénomènes climatiques, a mis en évidence la précarité de la situation des femmes ainsi que les discriminations et les violences dont elles sont victimes. Bien que les chiffres montrent que le taux de mortalité lié au virus est légèrement plus élevé chez les hommes[1], les femmes sont affectées de manière disproportionnée à d'autres niveaux.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, les femmes représentent au niveau mondial 70 % du personnel de santé

Employées en majorité dans les secteurs du soin, de l'éducation, de l'hygiène, les femmes sont donc plus confrontées au virus, courant un risque plus grand tout en travaillant dans des conditions difficiles et avec des salaires très bas. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, les femmes représentent au niveau mondial 70 % du personnel de santé, en France 85 % des personnels paramédicaux et sociaux et 78 % des salarié.es de la fonction hospitalière.

Elles sont donc à la fois essentielles dans la lutte contre les épidémies et directement exposées aux risques sanitaires. En outre, elles ont vu leurs tâches décuplées avec la charge domestique et l'école à la maison et de façon encore plus prégnante dans les familles monoparentales, où ce sont majoritairement les femmes qui sont cheffes de famille.

L'exercice de leurs droits sexuels et reproductifs est de même rendu plus difficile en temps de crise sanitaire, le système de santé se concentrant sur l'épidémie, et les conséquences en sont particulièrement dramatiques. Au Sierra Leone, un des pays les plus touchés par la crise Ebola entre 2013 et 2016, plus de femmes sont mortes de complications pendant l'accouchement que du virus. En France, les femmes nécessitant une Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) se sont heurtées à des impasses pendant la période de confinement. Un amendement, déposé le 19 mars au Sénat permettant d'allonger le délai légal de l'IVG de deux semaines et de supprimer la seconde consultation pour les mineures, a été rejeté par l'Assemblée Nationale. Les conséquences et perturbations de la pratique des IVG ont été terribles, alors que les établissements de santé étaient saturés et les rendez-vous pour avortement reportés.

Au Sierra Leone, un des pays les plus touchés par la crise Ebola entre 2013 et 2016, plus de femmes sont mortes de complications pendant l'accouchement que du virus.

Les violences domestiques envers les femmes et les enfants se sont également aggravées pendant la période de confinement. En France, les interventions de forces de l'ordre ont augmenté de 44 % en France par rapport à la même période en 2009 et en règle générale, les associations et les acteurs de terrains ont témoigné d'un surplus de signalements, bien que les plaintes, sûrement du fait de l'isolement lié au confinement, étaient en baisse. En Italie, trois féminicides ont été enregistrés dans les trois premières semaines de confinement tandis qu'en Chine, les ONG locales avaient alerté sur l'augmentation de la violence domestique dès le début du confinement.

1 2,8 % chez les hommes contre 1,7 % chez les femmes, source en fin de rapport.

Néanmoins, tout au long de cette crise, la parole des experts -scientifiques, politiques, économiques-, relayée par tous les médias a été essentiellement masculine tandis que celle des femmes, au cœur de la lutte contre l'épidémie, a été très peu mise en valeur. La revue scientifique *The Lancet* a mis en lumière un paradoxe frappant : bien que plus exposées au virus, les femmes sont systématiquement sous-représentées dans les instances nationales et internationales de décision et de gestion de l'épidémie du coronavirus. A titre d'exemple, la *task force* (groupe de travail) sur le coronavirus de la Maison Blanche aux Etats-Unis est composée de 22 membres, dont seulement deux femmes. À l'époque du Zika et d'Ebola, sur 29 000 articles publiés sur ces deux épidémies, seulement 1 % a examiné les impacts genrés de ces crises.

L'intégration du genre dans les politiques publiques pour un développement durable, juste et équitable

La pandémie, tout en soulignant la spécificité de la situation des femmes, a également mis en évidence les femmes au cœur de la réponse à l'effondrement : les activités de soin, d'alimentation, d'éducation, les engagements solidaires, qu'elles exercent en majorité, se sont montrées indispensables à la cohésion de la société.

Sur ce point, osons une comparaison avec le climat et l'environnement : si les femmes sont victimes des dégradations des écosystèmes, elles sont également mobilisées sur le long terme pour préserver l'environnement et mettre en œuvre une approche systémique qui englobe protection de l'environnement, création d'activités et de lien social, valorisation des savoir-faire traditionnels et accès aux droits. La publication « Solutions genre et climat » diffusée par Wecf dans le cadre des négociations climat met en exergue une multitude d'initiatives concrètes menées à travers le monde par des organisations de femmes.

Cette mise en lumière est indispensable car la parole des personnes les plus marginalisées est trop peu considérée par les décideurs politiques et les organismes de financements internationaux. Il est indispensable de comprendre et de prendre en compte les différences d'impact des crises entre les sexes et les genres.

L'agenda 2030, avec ses 17 objectifs de développement durable (ODD), est un cadre adapté pour répondre aux difficultés structurelles des risques majeurs en cours et à venir. En effet, leur approche transversale et multidimensionnelle -éradication de la pauvreté, réduction des inégalités, lutte contre les changements climatiques- permet une compréhension des interactions entre bien-être social, prospérité économique et protection de l'environnement, tout en veillant à ne pas dégrader la situation des populations démunies. Comme l'indique le plaidoyer du 29 mai 2020 du Women's Major Group pour le Forum politique de haut niveau pour le développement durable -plate-forme centrale des Nations unies pour le suivi et l'examen de l'Agenda 2030 -, il est impossible de garantir travail décent et développement économique sans prendre en compte les trafics d'êtres humains, la crise du « care », la division genrée du travail et le système patriarcal. De plus, les communautés et les villes résilientes ne pourront exister sans éradication des violences sexuelles, la lutte contre la destruction de la biodiversité et des ressources naturelles.

> Il est impossible de garantir travail décent et développement économique sans prendre en compte les trafics d'êtres humains, la crise du « care », la division genrée du travail et le système patriarcal

L'intégration du genre dans l'ensemble des politiques publiques est ainsi une approche clé pour installer un développement soutenable et juste. Les organisations féministes sont formées, constructives, créatives, compétentes, elles y sont prêtes, qu'en est-il des gouvernements ?

Crise de la Covid-19 et santé-environnement : Vers de nouveaux modèles de sociétés plus équilibrés ?

La crise de la Covid-19 qui n'est pas encore derrière nous a accentué et fait apparaître encore plus clairement de nombreux déséquilibres et inégalités dans l'ensemble des pays de la planète, quels que soient leur niveau de « développement ». Qu'il s'agisse de ses causes probables ou ses conséquences, cette crise mondiale, tout d'abord sanitaire, a et aura des conséquences économiques et sociales à court ou long terme : elle interroge profondément nos modèles de société, et balaye à l'évidence l'ensemble des Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier ceux qui sont au croisement des problématiques de santé-environnement.

La biodiversité, essentielle pour la santé

Le confinement a donné un répit aux espèces sauvages et aux écosystèmes, posant la question du partage de l'espace terrestre entre l'humain et les autres espèces, et de ses usages

Tout d'abord les causes de l'apparition de la Covid-19 seraient à chercher du côté des zoonoses, ces maladies transmises de l'animal à l'humain. Or, la destruction de la biodiversité, le trafic d'espèces sauvages, la promiscuité des espèces sauvages et domestiques sur les marchés, toutes conséquences de l'activité humaine, sont des facteurs favorisant ces transmissions animal/humain. Depuis 1970, l'espèce humaine aurait anéanti 60 % des populations animales. Le confinement a donné un répit aux espèces sauvages et aux écosystèmes, posant la question du partage de l'espace terrestre entre l'humain et les autres espèces, et de ses usages, illustrée par l'ODD 15 « Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres ».

Les perturbateurs endocriniens, facteurs de maladies chroniques, fragilisent face aux virus

Les personnes souffrant de surpoids, diabète, troubles respiratoires, cancers, troubles du système immunitaire, etc. sont plus vulnérables face au virus, dont la Covid-19. Ces pathologies sont devenues très courantes, à l'image du surpoids qui touche respectivement 54 % des hommes et 44 % des femmes en France. Des politiques pour réduire et prévenir les facteurs mis en cause dans leur augmentation, tels que les perturbateurs du système hormonal (ou endocriniens) et d'autres types de pollutions chimiques par exemple, permettraient indirectement de réduire la sensibilité face au virus. Nous sommes au cœur de l'ODD 3 de promotion d'une bonne santé et du bien-être pour toutes et tous.

Une agriculture et une alimentation locales et de qualité, pour une meilleure santé

Parmi les conséquences de la crise, il est devenu évident que la mondialisation des modèles agricoles et alimentaires est une faiblesse en période d'épidémie à dimension mondiale. Le confinement, couplé à une très forte limitation des échanges de marchandises, y compris alimentaires, risque de précipiter de nombreux individus déjà fragilisés vers une crise alimentaire, que la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation) dit redouter. Au niveau national, de nombreux. ses consommateur.rices se sont tourné.es vers des produits issus des circuits courts et de l'agriculture locale, et/ou biologique, et donc une alimentation plus saine, contenant moins de traces de pesticides de synthèse, moins transformée et avec un impact environnemental (moins de transport réduisant le bilan carbone) moindre. Cette tendance s'inscrit dans l'ODD 12 « Production et consommation responsables ».

Biocides, désinfectants, produits ménagers, équipements et articles de protection jetables et plastiques : les limites des produits anti-Covid

Les ventes des produits biocides (précisément virucides « tueurs de virus »), plébiscités contre la maladie, ont connu une hausse exponentielle dans le monde, à l'image des solutions hydroalcooliques dont les ventes ont bondi de 90 % en France début 2020). Même tendance pour les produits ménagers ou désinfectants : les centres antipoison français ont noté une nette hausse des cas d'intoxications signalés à la maison en lien avec ces usages. Plus largement les articles jetables en plastique en particulier tels que les gants, masques, protections diverses connaissent de fortes recrudescences d'usages. Ainsi, en Chine entre fin janvier et fin mars, plus de 182 000 tonnes de déchets médicaux ont été traités, faisant passer la capacité de traitement à 6 066 t/jour soit une augmentation de 4 902 tonnes/jour

> La crise de la Covid-19 a clairement mis un coup d'arrêt aux initiatives de réduction des déchets initiées récemment

par rapport à la période avant-Covid. Qu'il s'agisse de produits biocides ou d'articles en plastique devenant à terme des déchets, la réduction des volumes de substances déversées dans les eaux en particulier et des volumes de déchets plastiques générés à l'échelle globale est pourtant un enjeu essentiel pour atteindre les ODD 6 et 12, portant sur « Accès de tous à l'eau et l'assainissement » et « Production/consommation responsables ». La crise de la Covid-19 a clairement mis un coup d'arrêt aux initiatives de réduction des déchets initiées récemment : arrêt des exportations de déchets dangereux et plastiques vers des pays en développement (conventions internationales), interdiction de certaines catégories d'articles en plastique jetables (Union européenne), objectifs de recyclage et de réduction d'usage des plastiques (échelon national).

Qualité de l'air extérieur, changements climatiques : rendre les villes durables et vivables

Le confinement et donc l'arrêt forcé d'une grande partie des trafics aérien et automobile a permis de rendre les environnements urbains respirables, notamment pour les habitant.es souffrant de l'impact des polluants générés par le trafic routier. En Rhône-Alpes, entre le 11 et le 19 mars, la baisse du trafic routier a entraîné une baisse de 45 % des concentrations en dioxyde d'azote, et de 30 % des taux de particules fines (PM10) sur les axes routiers. Une pause également bienvenue pour le climat (ODD 13 « Action climatique »), qui a pu bénéficier d'un répit temporaire. En outre, les pollutions de l'air favorisent la propagation des virus, raison supplémentaire pour revoir l'organisation des espaces urbains, comme le prévoit l'ODD 11 « Villes et communautés durables ».

Enfin, il est essentiel de souligner que de nouveaux modèles de sociétés plus équilibrés ne pourront émerger qu'à la condition d'intégrer dans les thématiques abordées ici les ODD 10 de réduction des inégalités et 5 d'égalité de genre, deux dimensions particulièrement mises en lumière par la crise de la Covid-19.

Agriculture et Alimentation : Garantir la sécurité alimentaire des territoires

Nos systèmes alimentaires ne sont plus durables en termes de santé humaine, d'environnement, biodiversité et bien-être animal, de socio-économie et de traditions culinaires. Il est désormais bien documenté que l'excès de consommation de produits animaux et ultra-transformés en sont les principaux responsables, dans les pays dits développés mais aussi de plus en plus dans les pays émergents et en développement où ces pratiques alimentaires sont valorisées comme signes extérieurs de richesse.

La létalité du coronavirus augmente considérablement pour les personnes atteintes de comorbidités, mettant en évidence des liens entre mauvaise alimentation, maladies chroniques et maladies infectieuses

La crise de la Covid-19 a mis en lumière la fragilité de nos systèmes alimentaires et de santé. On sait désormais que la létalité du coronavirus augmente considérablement pour les personnes atteintes de comorbidités (comme le diabète, l'obésité, les maladies cardiovasculaires et l'hypertension), mettant en évidence des liens entre mauvaise alimentation, maladies chroniques et maladies infectieuses. De plus, la dégradation de nos écosystèmes n'est probablement pas étrangère à l'apparition de nouveaux virus.

La théorie des 3V, promouvant une alimentation « Végétale, Vraie, Variée, si possible Bio, Locale et de Saison » constitue un levier efficace pour prévenir à l'avenir des crises sanitaires et alimentaires qui pourraient être encore plus graves.

Prévenir les maladies chroniques

Au niveau mondial, nous observons aujourd'hui une explosion des prévalences de maladies chroniques[2] et selon les estimations, plus de 11 millions de décès précoces (soit environ 1 sur 5) pourraient être prévenus par une meilleure alimentation riche en produits végétaux, peu transformés et variés.

En France, l'augmentation des prévalences des maladies chroniques et la baisse de l'espérance de vie en bonne santé (≈ 64 ans en 2018) coïncident avec l'arrivée massive des aliments ultra-transformés dans nos magasins dans les années 80. Notre santé n'est donc plus durable puisque l'espérance de vie en bonne santé stagne alors que notre espérance de vie théorique augmente de 2-3 mois tous les ans. Mais ceci pourrait être prévenu par une meilleure alimentation, suggérant une espérance de vie en bonne santé d'environ 70 ans avec ce seul levier : les enjeux socio-économiques sont donc gigantesques.

Durabilité environnementale, biodiversité et bien-être animal

Pour assurer un faible coût et cibler une consommation massive, les calories animales consommées (notamment dans les aliments ultra-transformés) proviennent majoritairement d'élevages intensifs où les animaux sont élevés dans des conditions extrêmes, non respectueuses de leurs besoins et bien-être fondamentaux.

En outre, les systèmes alimentaires sont responsables d'environ 30 % des émissions de gaz à effet de serre sur la planète, l'élevage correspondant à 14,5 % et la seule viande de bovins à 6,5 %. L'excès de consommation de produits animaux, notamment de viande rouge, est donc associé non seulement à l'accélération du changement climatique, mais aussi à la déforestation pour produire l'alimentation de ces mêmes animaux.

La technique même de production des ingrédients caractéristiques des aliments ultra-transformés, dite de « cracking », et issus d'aliments bruts (principalement le soja, le pois, le blé, le maïs, le riz, les pommes de terre, le lait, les œufs et les viandes), nécessite beaucoup plus de ressources fossiles que la consommation d'une nourriture peu transformée et locale.

Cette surconsommation de viande et d'aliments ultra-transformés engendre donc des impacts néfastes au niveau du bien-être animal, de la qualité de la nourriture mais également sur l'environnement.

La durabilité socio-économique et culturelle

Une socio-économie durable correspond à des systèmes alimentaires qui permettent à tous et toutes les acteur.rices de la chaîne agro-alimentaire de vivre décemment de leur travail ; mais aussi de fournir à chacun des aliments de haute qualité quel que soit son niveau de salaire ou d'éducation, et de préserver la vie sociale.

Le coût de plus en plus bas des aliments ultra-transformés et produits animaux menacent les petit.es agriculteur.trices qui sont alors obligé.es de « mettre la clé sous la porte » et de se déplacer vers les zones urbaines, alimentant les bidonvilles. En effet, les produits ultra-transformés, bien que venant de l'autre bout du monde, avec leurs coûts de production très bas, sont souvent moins chers que les vrais aliments produits localement. Ceci a également un impact social, les personnes les plus pauvres et les moins instruit.es étant les plus grosses consommatrices d'aliments ultra-transformés. A titre d'exemple, aux États-Unis, ils sont près de 62 % moins chers que les aliments frais, non ou peu transformés. Par ailleurs, leur praticité favorise la prise de repas dans des conditions plutôt isolées (devant des écrans, en déplacement, sur le pouce…), affectant aussi les interactions sociales traditionnellement liées au partage des repas, généralement cuisinés à base de vrais aliments.

2 D'abord surpoids (≈ 2 milliards d'individus) et obésité (≈600 millions), diabète de type 2 (≈ 425 millions) et stéatose hépatique non alcoolique (ou « maladie du soda ou de la malbouffe », ≈25% des adultes), puis cancers (≈ 44 millions), maladies cardiovasculaires (> 17 millions de décès), ostéoporose (≈ 250 millions), maladies respiratoires (> 300 millions) et insuffisance rénale (> 10% de la population mondiale)

Concernant la durabilité culturelle, l'hyper standardisation des aliments ultra-transformés et des produits animaux associés (par exemple dans les fast foods) menacent les traditions culinaires des pays dans le monde. Il n'est plus rare de voir ces aliments se substituer progressivement aux plats locaux ou à la *street food* traditionnelle. Les campagnes publicitaires éloignent les consommateur.rices, notamment les plus jeunes, des modes de consommation traditionnels culinaires, et des vrais aliments au goût plus subtil et non standardisé, pour les rapprocher d'un sentiment d'appartenance à une culture de consommation faussement supérieure, moderne mais coûteuse pour la planète.

Un appui aux ODD : La règle des $3V_{BLS}$ pour lutter contre la dégradation des systèmes alimentaires

S'affranchissant de l'approche actuelle réductionniste sur les nutriments, la règle scientifique et holistique des $3V_{BLS}$ (Végétal, Vrai, Varié, si possible Bio, Local et de Saison) constitue un outil robuste, et facilement actionnable pour atteindre une partie des ODD, incluant l'homme, les animaux et l'environnement. Ainsi cette règle propose une alimentation durable composée de :

- Végétal, avec un maximum de 15 % de calories animales/jour (2-3 portions/jour)
- Vrai avec un maximum de 15 % de calories ultra-transformées/jour (1-2 portions/jour)
- Varié le plus possible les Vrais aliments au sein de chaque groupes alimentaire

La règle scientifique et holistique des $3V_{BLS}$ (Végétal, Vrai, Varié, si possible Bio, Local et de Saison) constitue un outil robuste, et facilement actionnable pour atteindre une partie des ODD, incluant l'homme, les animaux et l'environnement

Les 3V sont non dogmatiques et faciles à s'approprier, constituant un levier d'action simple à mettre en œuvre en termes de santé publique et d'actions politiques. En outre, ils sont suffisamment génériques pour être déclinables selon les spécificités régionales comme les conditions agronomiques et climatiques et les traditions culinaires des pays.

Ils permettent d'agir localement tout en ayant un impact global et ainsi de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, notamment par la suppression de l'élevage intensif au profit d'un élevage extensif de qualité, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le renforcement de la durabilité socio-économique et culturelle des systèmes alimentaires.

Sources

- **Accelerated action and transformative pathways: realizing the decade of action and delivery for sustainable development**, Women's Major Group 2020 High Level Political Forum Position Paper, 29 Mai 2020, http://www.womenmajorgroup.org/wp-content/uploads/2020/05/WMG-HLPF-2020-Position-Paper.pdf)
- **COVID-19 : attention aux intoxications liées à la désinfection et aux autres situations à risque,** Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, 2 Avril 2020, https://www.anses.fr/fr/content/covid-19-attention-aux-intoxications-li%C3%A9es-%C3%A0-la-d%C3%A9sinfection-et-aux-autres-situations-%C3%A0
- **Etude ESTEBAN 2014-1016 chapitre corpulence: stabilisation du surpoids et de l'obésité chez l'enfant et l'adulte**, Santé Publique France, mai 2019, https://www.santepubliquefrance.fr/les-actualites/2017/etude-esteban-2014-2016-chapitre-corpulence-stabilisation-du-surpoids-et-de-l-obesite-chez-l-enfant-et-l-adulte
- **Genre et droit à la terre**, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Mars 2010, http://www.fao.org/3/al059f/al059f00.pdf
- **Groups at higher risk for severe illness**, Centers for Diseases Control and Prevention, https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/need-extra-precautions/groups-at-higher-risk.html
- **Interactions entre Covid-19 et qualité de l'air**, ATMO France, https://atmo-france.org/point-dinformation-sur-les-interactions-entre-covid-19-et-qualite-de-lair-2/
- **Rapport Living Planet 2018**, WWF https://wwf.panda.org/knowledge_hub/all_publications/living_planet_report_2018/ cité par Lorraine Maltby, colloque des 10 ans de Wecf France « La santé, patrimoine fragile et enjeu essentiel du développement durable », 22 novembre 2018.
- **Sondage 2020: les Français, les Objectifs de Développement Durable et l'Agenda 2030, Harris Interactive pour** Wecf France et Association 4D, paru le 2 Juillet 2020, https://wecf-france.org/wp-content/uploads/2020/07/Sondage-ODD-2020-Evolution-des-modes-de-vie-post-Covid.pdf
- In Peterson Gabster B., van Daalen K., Dhatt R., Barry M. **Challenges for the female academics during the COVID-19 pandemic**, *The Lancet*, 18 juin 2020, https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31412-4/fulltext
- In J-M, Bai P, He W, Wu F, Liu X-F, Han D-M, Liu S and Yang J-K (2020) **Gender Differences in Patients With COVID-19: Focus on Severity and Mortality**. *Front. Public Health* 8:152. https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.00152
- Fardet A, Rock E. **How to protect both health and food system sustainability? A holistic 'global health'-based approach via the 3V rule proposal.** Public Health Nutr 2020.
- Fardet A, Rock E. **Ultra-processed foods and food system sustainability: what are the links?** Sustainability 2020.

wecf France

Construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable

wecf (Women Engage for a Common Future) France a été fondée le 31 mars 2008. Elle est la branche française de wecf International, un réseau international d'organisations féminines et environnementales qui met en œuvre des projets à l'échelle locale et plaide au niveau mondial afin de construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable. WECF a le statut d'ONG auprès du conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC). **WECF est membre de la Women Gender Constituency, qui est partenaire organisateur auprès de l'ONU, au sein du Comité de Coordination Mondiale du Groupe Majeur Femmes.**

wecf France a pour thématiques : la Santé-environnement, les Objectifs de développement durable et le climat et développement.

LES MISSIONS DE WECF FRANCE

INFLUENCER les pouvoirs publics pour faire évoluer la règlementation en santé environnementale et prendre en compte le genre dans les politiques publiques.

FORMER les professionnel·le·s de la santé et de la petite enfance pour réduire les expositions aux produits toxiques.

SENSIBILISER le grand public pour l'accompagner dans la mise en œuvre de solutions saines, durables et équitables dans la vie quotidienne.

COORDONNER et SOUTENIR la mise en œuvre de projets collectifs portés par des femmes et répondant aux Objectifs du développement durable (ODD).

FACILITER la réflexion des entreprises et institutions sur nos domaines de compétences.

wecf France | Construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable

WECF France Cité de la Solidarité Internationale
13 avenue Emile Zola, 74100 Annemasse
Tél. +33 4 50 83 48 10
www.wecf-france.org

YouTube

Soutenez-nous !

https://wecf-france.org/nous-rejoindre/